

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 221.

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 24 MARS 1950

Le numéro : 10 francs

5% de prime de productivité ?

pour 15.000 francs par mois 750 fr.
pour 40.000 fr. par mois 2.000 fr.

TRAVAILLEURS,

retrouvez

vos manches :

les « CADRES » ont faim !

L'Etat-Patron fait condamner

La bataille continue

A U moment où une certaine lassitude semble s'abattre sur les grévistes, décus de ne voir s'étendre leur action aux mines, aux transports, aux ports, les ecclésiastiques jugent bon d'intervenir en leur faveur. Les déclarations de ces personnages mitrés ne pouvaient évidemment avoir lieu au début du mouvement, car elles auraient placé le M.R.P. dans une fâcheuse situation. Mais, maintenant que tout danger d'un nouveau « 36 » semble être écarté, grâce à l'attitude des centrales syndicales et du front unique : Patronat-Gouvernement, les larmes de crocodile coulent sur les carrières des travailleurs encore en lutte.

Des ministres M.R.P. s'agissent, un flottement s'observe au sein du Conseil, la presse exige que « les légitimes revendications » des travailleurs soient prises en considération. Ayant applaudi à toutes les mesures de répression, lois scélérates, déploiements policiers, nouvelles tendances diffusées par la radio, réquisitions, etc..., la bourgeoisie feint, à présent, de s'indigner des bas salaires et convie le Gouvernement à plus de compréhension. On n'est pas plus jésuite !

Conscient du danger que provoquerait l'abandon de cette « course de lente Patronat-Gouvernement » dénoncée par le Ministre du Travail M.R.P. et porte-parole de la tendance conciliatrice, M. Petsche est accouru afin de regrouper ses forces et assurer le triomphe de sa thèse : 5/0 et pas un sou de plus. Il y a réussi grâce à l'habileté de M. Bidault. Autour d'un texte qui donne entière satisfaction au ministre des Finances et à M. Villiers, l'union s'est reformée au sein du Gouvernement. Ces Messieurs en effet recommande au secteur privé de s'inspirer des décisions gouvernementales et le patronat éplore ne pourra plus prendre en considération les revendications des travailleurs grâce à l'intransigeance gouvernementale.

Si les travailleurs le veulent, leurs ennemis peuvent être pris à leur propre jeu. Déjà certains patrons ont accordé 10 à 12 0/0 d'augmentation. Les grèves morcelées ont empêché l'extension de cette augmentation à toutes les corporations, jusque et y compris le secteur public. Les travailleurs doivent se ressaisir, rien n'est perdu, bien au contraire, si un sursaut profond secoue le pays tout entier, si tous, d'un accord commun, refusent l'aumône de 5/0/0 et placent ainsi au pied du mur ministres, cardinaux, journalistes et Cie.

Sous la cendre chaude couvent les tisons d'une action qui ne demande qu'à rejaillir. Il est encore temps de les raviver.

ses grévistes par l'Etat-Policier

Le prétoire de la 11^e Chambre correctionnelle a vu, lundi, son banc de prévenus, occupé par six grévistes du Gaz de Saint-Denis. A ces hommes qui demandaient les délais d'usage pour préparer leur défense, le « Perrin-Dandin » de service qui présidait le tribunal a refusé la liberté provisoire. Dans trois jours, le président et ses complices feront un sort à ces « redoutables » délinquants ! Celui de leur camarade sans doute... qui fut condamné samedi dernier, à un mois de prison pour le même motif!!!

Puis il restera encore une centaine de réfractaires, qui, distribués dans les différentes cavernes qui garnissent le Palais de Justice paieront la mauvaise humeur de vieillards séniles et acariâtres dont l'estomac délabré aura mal digérè la côtelette saignante par manque de pression de gaz.

Les lois « scélérates » que nous dénonçons, ici-même, il y a quelques semaines, rentrent donc en application. La magistrature couchée va pouvoir s'en donner à cœur-joie ! Les travailleurs confiés à la garde de la chourine républicaine, risquent de remplacer dans les pénitenciers, les Béraud et les autres que des « âmes généreuses » ! S'emploient à rendre à leur « occupation » (sans jeu de mots) habituelle, afin, probablement d'accroître le cercle des « journaliers » qui se félicitent de l'« énergie » de Bidochon et consorts. A moins, évidemment que les travailleurs conscients de leur devoir de solidarité et de leurs intérêts bien compris n'engagent une action vigoureuse.

Certes, nous connaissons pour notre part, le côté équivoque de ces grèves « roublantes ».

Nous devrions se le rappeler avec nous, que les nationalisations — que nous étions les seuls à dénoncer à ce moment-là — sont l'œuvre des politiciens de « gôche » et de syndicats qui nous les présentent alors comme un pas fait en direction du socialisme ! Nous n'oubliions pas également, que les pantalons des députés staliniens à la Chambre, ont contribué à renforcer le front réactionnaire et faciliter le vote des lois d'exception !

Mais si nous savons tout cela, nous ne dénonçons tout cela, nous ne voulons pas confondre et nous ne confondrons jamais les mauvais conseillers avec les travailleurs sincères qui les suivent.

Des ouvriers sont aujourd'hui en prison. Nous dénoncerons ceux qui les frappent ! Nous dénoncerons ceux qui,

par intérêt de parti les ont conduits là où ils sont actuellement ! Mais nous savons qu'à travers leurs erreurs (faire confiance au politicien) et malgré ces erreurs, il y a quelque chose de bon, de digne, qui nous plaît chez ceux qui

se sont refusés de répondre à la réquisition et que cette attitude, même chez des gens qui ne sont pas nos amis, nous paraît plus près de nos principes, plus estimable que celle de « purs » pour qui tous les prétextes sont bons (surtout l'anticommunisme) pour ne rien faire !

Et à tous ceux qui sont travaillés par des « tourments de conscience » au sujet d'emprisonnés de marque (sic), nous disons : Nous on veut bien... mais d'abord et avant tout :

Libérons les travailleurs en grève, victimes de l'Etat-patron et des politiciens qui se servent de leurs misères pour justifier leur politique impérialiste.

Maurice JOYEUX.

Derniers jours de grève chez Renault

LA DECEPTION n'a pas brisé l'espoir

OULOGNE-BILLANCOURT en ce matin du 15 mars est calme. Les larges boulevards presque déserts s'étendent sous le ciel hésitant. Les jeunes marronniers, matres et noirs, les bâtiments de Renault, les terrains vagues, tout semble somnoler dans l'attente de quelque imprévisible événement. Les rares passants marchent lentement. Ils flânen, comme flâne le soleil entre deux nuages vagabonds.

Un portail à deux battants large ouvert : gueule d'un garage assez grand pour engloutir un paquebot. Un portier en uniforme. Des camions qui ronronnent, une odeur d'essence qui brûle, d'huile chaude. Plus loin, dans une rue : murs de quinze mètres de

haut, derrière les murs des bruits assourdis. On pressent les souffles du métal qui se tord, s'empale, se forme, se plie aux volontés d'une prodigieuse mécanique dont le cerveau est partout et nulle part tout à la fois. Termitière industrielle. Chaque homme travaille sur une parcelle, sur ces parcelles qui vont et viennent, s'assemblent, griment, sifflent pour finir enfin sous forme d'une voiture.

Un ouvrier passe. Son « bleu » est usé, rapécié. Une miette lui bat les fesses. Visage tiré, regard sévère. Quatrième semaine de grève !

« C'est dur, monsieur. Mais on tient ! Il faut tenir, vous comprenez ! » Lui montre l'usine qui vibre, une cheminée qui vomit. Il a un geste las.

« Des fâbles. Et pas toujours les plus mal payés... Et puis... »

« Et puis ? »

« Que voulez-vous ? Cette grève est mal partie, comme les autres ! »

Soudain furieux :

« C'est toujours nous, Renault, qui tisons le signal ! Mais les autres, au lieu de faire bloc, s'amènent à la queue leu leu. Qu'est-ce que ça va faire : aujourd'hui moi, demain toi, demain moi ? Qu'est-ce que ça va faire dire ? »

Nous faisons un moment route ensemble. Nous voilà rue Yves-Kermen, où se trouve la maison des syndicats. Là s'est installé le service de secours aux grévistes. Là vont et viennent en une fiévreuse animation des centaines

(Suite page 2, col. 1.)

Etoiles d'or sur champ de boue

DANS le Marais Bourbeux où achèvent de se liquéfier les dernières « valeurs » d'un régime en pleine décomposition, l'« Affaire », éclatant comme une grenade dans les eaux crupissantes, vient de rejeter, ventres en l'air, sur les berges boueuses, toute une faune disparate. Marsons de la Politique, requins de la Finance, squales de l'Armée, maquereaux des Affaires, brochets du Syndicalisme, toute l'« élite » de la Bourgeoisie est là, grouillante, frétilante, gluante, bavante, crachante, ruanne, soufflante et vociférante, hargneuse comme une chienne à qui l'on vient de relier son os.

Politiciens, financiers, affairistes, syndicalistes et généraux se retrouvent, pataugeant dans la même boue après avoir passé aux mêmes quichets, se jetant à la figure leur vénalité devant des « juges » qui les rejoindront peut-être demain dans la même abjection, chacun d'eux accusant le voisin pour tenter de se blanchir, à la manière d'un gosse pris en faute : « Ce n'est pas moi, m'sieur, c'est l'autre », ou arborant une mine offensée, à la manière du proxénète surpris la main dans une culotte : « Mais, Monsieur, je ne suis pas celui que vous croyez ! »

Eccentrique ! De l'abécédaire jailli, en geyser, toute la pourriture d'une société agonisante où la révocation et la corruption sont devenues règles communes. Ces hommes, barbotant aujourd'hui dans la boue, ce sont les mêmes qui, hier encore un chèque, un banquet et une partie fine, paraient sur les treteaux

(Suite page 2, col. 4.)

APPEL URGENT

Il y a sans doute diverses façons de réveiller la conscience humaine et lui faire envisager l'aspect tragique d'une situation économique.

Nous avons cru qu'il suffisait de signaler le danger pour que chacun en prévoit les conséquences et de ce fait envoie sans plus tarder une contribution financière digne de l'idéal dont il se réclame.

C'était l'esprit de notre campagne de souscription intitulée : « La quinzaine du libertaire ».

N'en serait-il rien ?

Les faits donneraient-ils raison à l'analyse que nous fit Jospin lors d'un meeting sur l'objectif de conscience : la conscience se liquifie. Ou plutôt ne verrait-on dans l'attitude révolutionnaire que le rôle spectaculaire et carnavalesque ?

On s'agitait beaucoup, dans les meetings. On s'indigne, on clame sa colère et lorsqu'il s'agit d'organiser la défense ou la contre-offensive... discrètement chacun se retirera sur la pointe des pieds, laissant le soin

Documents

avec justesse au sujet de la situation matérielle des étudiants :

« Les réactions individuelles devant cette situation sont très diverses, et j'aurais une longue étude pour les décrire toutes : système D, travail de nuit, chômage noir, psychologie du chercheur d'abris », dégoût de ceux qui en ont failli, déportés, résistants, anciens combattants, ou à l'opposé, renouveau d'activisme politique pour d'autres. Trois ou quatre coups par semaine, anonyme, produis par le troupeau, telle est la trame de la vie de l'étudiant moyen. Son drame, il est là, l'obscur, c'est l'isolement, seul pour trouver une chambre au hasard d'un irresponsable service du logement, seul dans la nuit, au quichet de Fac, dans l'entrée d'un restaurant universitaire. Son drame, à la situation particulièrement grave de certains ménages d'étudiants (ils sont environ 500 à Paris dans ce cas), vivant en chambre d'hôtel avec un infant, dans une promiscuité malsaine : mauvaises conditions d'hygiène, impossibilité de travailler dans le silence, nécessité d'un travail rémunératoire pour être payé partout.

La plupart sont absolument acculés à cette situation : aucun particulier n'accepte de les loger, ils pourraient « s'incruster » ; l'allocation de salaire unique leur est refusée : la situation des étudiants coloniaux est analogue : leur couleur noire ou jaune les rend suspects à peu près partout.

Il y a aussi ce fils de paysan ou d'ouvrier qui croit voir l'aboutissement de ses efforts lorsqu'il a réussi à s'inscrire à Sciences-Po. Il lui suffit d'un mois pour ressentir durablement qu'il n'est qu'un déraciné, qu'un isolé dans le monde de snobisme et de grandes phrases souvent vides. Pour peu qu'il habite dans une chambre de bonne, sans eau et sans électricité, il paraît à la dérive.

Ainsi, l'isolement fabrique tous les jours des écrasés, des inadaptés... Et il était prévisible que ce drame aurait des répercussions sur l'Université. Francis Jeanson, ex-diplomate, compare ce qu'était la Sorbonne à ce que fut la Fac :

« En Sorbonne, une impressionnante colonie d'étudiants stônes, apathiques, mais profondément raisonnables et sé-

rieux ; un conformisme à couper au cou ; une atmosphère poussiéreuse de morne indifférence aux problèmes, et de mélancolie dépressive à la pensée du concours ; une sorte de fétichisme de la médiocrité, par défiance à l'égard du péril bien connu que constitue, en pareille circonstance, tout aveu de pensée personnelle, »

Pour Annie Besse, de l'Ecole Normale de Sèvres (membre du Comité Fédéral de la Seine du P.C.F.), la bourgeoisie et l'Etat sont coupables :

« L'Université, comme toutes les Institutions d'Etat, n'échappe pas à la loi générale établissant le marxisme selon laquelle « l'Etat est un organisme de domination de classe, un organisme d'oppression d'une classe par une autre ». Aussi, les communistes affirment-ils que, dans notre société bourgeoise, l'Université française est une Université bourgeoise. Cependant, ils affirment parallèlement que leur autorité, leur rayonnement, leur nombre augmentent sans cesse. Il semble donc, au pré-

(Suite page 4, col. 2.)

La plupart sont absolument acculés à cette situation : aucun particulier n'accepte de les loger, ils pourraient « s'incruster » ; l'allocation de salaire unique leur est refusée : la situation des étudiants coloniaux est analogue : leur couleur noire ou jaune les rend suspects à peu près partout.

Il y a aussi ce fils de paysan ou d'ouvrier qui croit voir l'aboutissement de ses efforts lorsqu'il a réussi à s'inscrire à Sciences-Po. Il lui suffit d'un mois pour ressentir durablement qu'il n'est qu'un déraciné, qu'un isolé dans le monde de snobisme et de grandes phrases souvent vides. Pour peu qu'il habite dans une chambre de bonne, sans eau et sans électricité, il paraît à la dérive.

Ainsi, l'isolement fabrique tous les jours des écrasés, des inadaptés... Et il était prévisible que ce drame aurait des répercussions sur l'Université. Francis Jeanson, ex-diplomate, compare ce qu'était la Sorbonne à ce que fut la Fac :

« En Sorbonne, une impressionnante colonie d'étudiants stônes, apathiques, mais profondément raisonnables et sé-

(1) Barrer la mention inutile.

Abonnez-vous

Nom : _____

Prénom : _____

Rue : _____

Lieu : _____

Département : _____

déclare souhaiter un abonnement au

Libertaire pour une durée de

6 mois (1) 250 fr.

1 an (1) 500 fr.

et vous adressez ce jour un mandat à

votre C.C.P. 5561.76 Paris, Robert Joulin.

(1) Barrer la mention inutile.

REDACTION-ADMINISTRATION

Robert JOULIN 145, Quai de Valmy

Paris-10 C.C.P. 5561.76

FRANCE-COLONIES

1 AN : 500 FR. - 6 MOIS : 375 FR.

AUTRES PAYS

1 AN : 750 FR. - 6 MOIS : 525 FR.

Pour changement d'adresse, joindre

25 francs et la dernière bande

REDACTION-ADMINISTRATION

LES RÉFLEXES DU PASSANT



PAUVRE FRANCE !

vaincu, l'autre se dresse et, selon ses goûts et coutumes, brandit, sa gâles, bombarde, flèches empoisonnées, canons et mitrailleuses.

Pauvre France ! Et l'on trouve encore de malveillants esprits pour dénoncer le budget militaire ! Comme si la France faisait la guerre ! Mais elle se défend vous ! Et depuis plus de 1.000 ans, et ce n'est pas fini. Parce que ailleurs il en va de même. Tout le monde est toujours attaqué et le moins avocational allemand nous démontrera péremptoirement que Hitler fut une victime, au même titre d'ailleurs, que Napoléon ou Polinçar ou Pierre ou Paul et dans n'importe quel pays.

Ainsi, tout le monde se défend. La Russie a dû se défendre contre la Pologne.

N'oublions pas la quinzaine du « Libertaire » !

longue, contre la Finlande, l'Angleterre contre les Maltais, les Boers, les Hindous, les Américains contre le Mexique, Cuba... Et je pourrais continuer de la sorte à longueur de colonnes.

Il convient donc d'être raisonnable, d'accepter les impéries nécessaires de la défense de la patrie. De toutes les patries. Jusqu'au jour où elles seront enfin largement rasées grâce à la bombe H.

Et il ne restera alors plus qu'à recommencer. Avec les singes. Si toutefois il en reste.

OLIVE.

de travailleurs. On distribue des bons de légumes secs, des bons de logement. Des fonds sont collectés par un peu partout : le métro vient de verser 500.000 francs, une pauvre femme presque sans ressources a tenu à apporter son aide : 100 francs, les artistes font parvenir 50 colis. Les visages sont durs, fermés. On sent qu'il y a du gromement dans ces œufs de lutteurs. Soudain on entend : Au meeting, camarades ! Au meeting !

Chaque matin, ainsi, on s'assemble square Henri-Barbusse, on écoute les orateurs, on puise de nouvelles forces pour un combat qu'il faut mener coûte que coûte jusqu'au bout.

Combien sont-ils ? Quatre à cinq mille. Des groupes se forment dans la masse. Des discussions à voix basse s'établissent. Les soutiens réclament le sable du square. Témoin ! Bien sûr ! Il faut tenir, camarades ! Le patron fléchit.

Bien sûr. Il les dirige dans les regards, sur les fronts plissés, dans les sourires même, une gêne indéfinissable, quelle chose comme :

— Oui tenir, mais...

SYMPATHISANTS ET AMIS DU « LIBERTAIRE »

Vous qui désirez suivre nos causes au sein des groupes. Vous qui désirez bientôt militer au sein de la Fédération Anarchiste, après avoir acquis les connaissances élémentaires de l'anarchisme social.

Écrivez-nous, nous vous mettrons en relation avec le groupe le plus voisin de votre domicile.

« Le Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris-X^e.

FEDERATION ANARCHISTE

La Vie des Groupes

1^{re} REGION
Service de presse chez Laureyns Georges, 80, rue Francisco-Ferrer, à Flines-Lille (Nord).

2^e REGION
Le trésorier régional est à la disposition des trésoriers des groupes, chaque samedi, de 16 h. à 19 h., au 145, quai de Valmy.

SECTEUR 1^{re} (5^e et 6^e, 14^e, 15^e) le 23 mars, à 20 h. précises, salle du F.S., 81, rue du Général-Bauret. Métro : Vaugirard.

PARIS 1^{re} — Le groupe se réunit périodiquement, généralement deux fois par semaine, le jeudi. Il organise des conférences-débats auxquelles sont invités les sympathisants.

Pour renseignement et adhésion, écrire : Jean Griveau, 7, impasse Prévois, Paris (13^e).

ALFORTVILLE - MAISONS-ALFORT. — Le groupe se réunit tous les vendredis à Maisons-Alfort, 49, rue Jean-Jaures (autour de 13^e : descendre vers la gare).

SAINTE-GERMAIN-EN-LAYE ET ENVIRONS. — Le groupe est constitué et prend en mains la gestion du Cercle d'études Sociales. Pour tous renseignements et adhésions, s'adresser aux vendeurs de « Lib », le dimanche matin, en face du Monoprix à Saint-Germain-en-Laye.

8^e REGION
LYON CENTRE — Permanence Café Bon Accueil, Coïtisation, adhésion, bibliothèque, de 10 h. 30 à 19 heures.

SAINT-ETIENNE. — Pour le Libertaire, amis sympathisants, vous le savez, notre vieux Lib a besoin de l'aide de ses amis. Pour assurer ce lien indispensable entre tous nous recevrons les versements de tous à la permanence du dimanche 19 mars, de 11 h. à midi, salle de la C.N.T., rue Rouget-de-l'Isle. — Les Amis du « Libertaire ».

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-12^e.

8^e REGION

LYON
Amis sympathisants de la F. A. de la région lyonnaise, réservez votre dimanche 16 avril. Sortie champêtre et familiale.

Tous les camarades désirant y participer sont priés de se faire inscrire le samedi au groupe ou au camarade Tardif, 1, rue Soufflot.

12^e REGION
MARSEILLE CENTRE. — Réunion tous les lundis à 19 heures très précises. De 19 h. 30 à 20 h. 30. Administration, un sujet d'actualité, par un camarade militaire. De 20 h. à 20 h. 30 : Etude et discussion du Lien.

LIBRAIRIE. — Permanence tous les lundis à 18 h. 45.

Conférences - Débats

PARIS-XIV. — Le Groupe de Paris-XIV invite ses adhérents à venir à la conférence du mercredi 29 mars. Local habituel, 20 h. 30.

Action directe, et Non-violence. Par le camarade Prêtre.

FETE ARTISTIQUE

Vous êtes cordialement invités à la matinée artistique organisée par l'Intergroupe de la Banlieue Ouest de la F.A. le dimanche 2 avril 1950, à 14 h. 30, au Théâtre Municipal, Centre administratif, place de la Mairie, à Asnières.

Du chant, du théâtre, de la musique, de la poésie.

2^e REGION

PARIS V^e et VI^e (Sacco-Vanzetti)

Vendredi 24 mars, à 20 h. 45 Palais de la Mutualité (Salle X)

« L'Actualité internationale » par Timori

PARIS-18^e LOUISE MICHEL

jeudi 23 mars, à 20 h. 45

Salle de l'Olympic, 20, rue Léon Maréchal, Poissonniers

Le problème sexuel et les libertaires

Orateur : Henri May, étudiant en médecine

PARIS-EST

jeudi 30 mars, 20 h. 30

Concert Pacra, 10, bd Beaumarchais (11^e)

La grève gestionnaire

LIVRY-GARGAN

La faillite des politiciens solution libertaire

Lundi 27 mars à 21 h.

Salle Noize, en face le Stade Municipal

Autobus 147, arrêt Mairie

Orateur : F. Planche

LE LIBERTAIRE

« LE TEMPS DU CHOIX »

Un général sort de la tradition

U N militaire qui rompt avec les traditions de caserne, ennemi héréditaire, chauvinisme étroit, haine des frontières, se livre à un acte inopiné. Cet acte vient d'être fait du général Billotte.

Ayant atteint ce grade à 43 ans, il était certainement destiné à une brillante carrière. Pourtant, il a préféré abandonner volontairement ses fonctions de représentant de la France au Comité d'Etat-Major des Nations Unies, plutôt que de prendre des responsabilités dans une organisation militaire et économique de l'Occident qui ne relève plus que du passé. Il entend maintenant défendre ses idées. Il vient de publier un livre : « Le temps du choix », dont le moins que l'on puisse dire est qu'il s'en dégage une puissance bien à l'échelle de notre temps. Une puissance monstrueuse.

Après avoir étudié les forces de ce dernier, le général Billotte place celles de l'Occident en regard et signale la marge de supériorité de celles-ci, due uniquement aux bombes atomiques et à l'aviation stratégique, est relativement étroite. Si les nations signataires du P.A. n'y prennent garde, si elles s'obstinent dans les voies sans issues de leurs contradictions internes, économiques, politiques, militaires, facilement surmontables, cette marge sera absorbée rapidement. Et il conclut : « ...tiens (alors) que acquis que nous entrons dans l'état de danger de guerre à partir de 1951-1952 ».

Un strict point de vue stratégique, les conceptions du général Billotte sont bien à la hauteur de la préparation de la guerre, mais à la hauteur de cette préparation uniquement. Bien qu'il s'efforce de nous dire qu'il s'agit de la défense de nos libertés, de la civilisation qui risquent d'être anéanties par le totalitarisme stalinien, on ne peut se défendre contre le sentiment du « déjà entendu en 1914, en 1939... »

Entre les discours d'un Clemenceau, d'un Churchill et les sollicitations de ce général il n'y a qu'une différence de degré quant à l'action futur : celle-ci fut naguère européenne, puis mondiale. Demain, elle sera mondiale encore, mais atomique, bactériologique.

De ce fait, les apaisements que nous donnons l'auteur de « Le temps du choix » au sujet de l'accroissement de la production, de l'élevement général du niveau de vie, d'un monisme incompatible avec les libertés élémentaires, sont des plus suspects. La notion de l'Etat, semble lui échapper totalement, il croit ou il feint de croire que son origine institutionnelle suffirait à limiter sa puissance. Or, un tel monstre, nanti de la mission d'organiser militairement la moitié du globe, écrasera les individus et

En quelques minutes il y a un paquet de travailleurs autour de moi. Ils ont compris que je n'étais pas des leurs. (Je n'ai, en effet, rien d'un métal !) Ils veulent parler, dire ce qu'ils ont sur le cœur. Impression étrange, pénible et confortante tout à la fois. Ici, comme là-bas, au meeting, le même cri jaillit : Assez de grèves par petits paquets ! La grève générale !

Personne ne me l'a dit, mais tous les regards me l'ont déclaré avec une oreille singulière : Nous avons été trahis !

J'ai dit : On — ces messieurs, vous m'avez compris, et pour des raisons que vous savez — on ne veut pas de grève générale parce que l'on a peur de vous, parce que l'on ne sait pas où finira un tel mouvement.

Oui ! Oui ! C'est ça ! Des hochées de tête approuvées, des éclairs dans les yeux.

Je sens une puissance formidable. Je sens une force qui, ne demande qu'à éclater. Je sens la honte aussi, la rage contenue, la volonté de trouver malgré tout une voie qui sera large et claire, une voie qui ne sera plus bornée par des considérations plus ou moins intéressées. Comme celle, très en faveur chez certains militants de cellule, hélas abusés : la grève générale n'est pas possible.

Tout est possible. Tout ! Il suffit de vouloir. Les travailleurs de chez Renault, ceux qui luttent, ceux qui ont abdiqué seront demain debout, tous ensemble, et marcheront d'un pas ferme, sans énergie, prêts à vendre au plus offrant, prêts à l'échec les souliers vernis de l'importante qui avenira.

L'heure a tourné. La place se vide. Les vantaux se ferment. L'usine ronfle. Il n'y a plus personne, les flits sont partis.

L'homme me regarde. Il est grisant, ridé, mais trapu, large.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

Jean CLARI.

Et l'heure a tourné. La place se vide.

Les vantaux se ferment. L'usine ronfle. Il n'y a plus personne, les flits sont partis.

L'homme me regarde. Il est grisant, ridé, mais trapu, large.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.

— Pourquoi ? En voilà une question !

Un autre s'approche. Puis un autre.</p

CULTURE ET RÉVOLUTION

PROBLÈMES
ESSENTIELS

I. - Etat et organisation sociale COMMUNALISME et syndicalisme

Si nous analysons l'état des esprits dans un pays comme la France, et à cette fin de la première moitié du vingtième siècle, nous constatons que la moitié au moins de nos contemporains est arrivée, quant à la situation sociale, à des conclusions négatives qui ne se différencient guère des nôtres. La condamnation de l'économie libérale contre laquelle l'Etat a réagi à peu près dans tous les pays d'Europe et d'Amérique, est un fait presque universel. Mais la condamnation de l'Etat en est un autre. Malheureusement, ceux qui combattent l'économie libérale appartiennent, quand ils sont organisés, et pour la plupart à des partis fondamentalement étatistes. Et ceux qui, pour défendre la liberté, combattent l'Etat, ont le plus souvent peur du socialisme qui ne leur apparaît que sous la forme bureaucratique et autoritaire. Une bonne partie d'entre eux, qui figurent dans la moyenne de quarante pour cent d'abstentions enregistrées dans les élections de ces quatre dernières années, s'en tiennent donc à une attitude générale de retrait et de passivité.

Mais il est aussi des gens qui répugnent aux solutions dictatoriales, étatistes, et qui prennent part au combat social. Ces gens ont peur de l'anarchie qui leur apparaît toujours, quoi que nous fassions et quoi que nous disions, comme l'incarnation du désordre échelonné, ce qui ne peut nous surprendre quand on sait que neuf fois sur dix Proudhon lui-même, « la père de l'anarchie », a donné à ce mot un sens absolument identique à celui qui lui donnent nos adversaires. Mais ils sont incapables de concevoir une autre forme d'organisation sociale que celle du libéralisme économique, ou de l'Etat. Et, bien qu'ils se méfient de ce dernier, ils aboutissent le plus souvent à lui comme élément coordinateur des activités générales dans la société nouvelle.

Pourtant leur conception étatiste est assez particulière. De plus en plus ceux qui ne sont pas fanatisés par le totalitarisme marxiste-léniniste-stalinien disent que le rôle de l'Etat soit limité à l'organisation des choses et s'étende le moins possible au gouvernement des hommes. Et parmi eux il en est qui sont libertaires sans le savoir, car ce qu'ils appellent l'Etat, ce qu'ils conceptraient sous ce nom, est simplement l'organisation fonctionnelle de la société.

Etat et organisation sociale sont deux choses dont la confusion fréquente a provoqué, de la part de certains écrivains et théoriciens anarchistes — Jean Grave, Malatesta, Kropotkin, etc. — des mises au point qui malheureusement n'ont été ni assez retenues, ni assez répétées. Mais c'est chez Bakounine que nous trouvons la distinction essentielle la plus fondamentale, d'où découle toutes les autres, et il convient de reproduire les lignes où cette distinction est établie, et dont l'exacte compréhension est aussi nécessaire à de nombreux adversaires qu'à un certain nombre de défenseurs de l'anarchie :

« En approfondissant le sens de ces mots : lois naturelles, nous trouverons qu'ils excluent d'une manière absolue

RETARDATAIRES, C.C.P.
Robert Joulin 5.561-76 Paris

l'idée et la possibilité même d'un créateur, d'un ordonnateur et d'un législateur, parce que l'idée d'un législateur exclut d'une manière tout aussi absolue celle de l'inévitabilité des lois aux choses ; et du moment qu'une loi n'est pas inhérente aux choses qu'elle gouverne, elle est nécessairement, par rapport à ces choses, une loi arbitraire, c'est-à-dire fondée non sur leur propre nature, mais sur la pensée et la volonté du législateur. Par conséquent, toutes les lois qui émanent d'un législateur, soit divin, soit humain, soit individuel, soit collectif, et fût-il même nommé par le suffrage universel, sont des lois despotes, nécessairement étrangères aux hommes et aux choses qu'elles doivent diriger : ce ne sont plus des lois, mais des décrets auxquels on obéit, non par nécessité intérieure et par tendance naturelle, mais parce qu'on y est obligé par une force extérieure, soit divine, soit humaine à laquelle l'hypocrisie sociale, plutôt inconsciente que consciente, donne arbitrairement le nom de loi.

« Une loi n'est réellement une loi naturelle que lorsqu'elle est absolument inhérente aux choses que la manifestent à notre esprit, que lorsqu'elle constitue leur propriété, leur propre nature

En reprenant cette rubrique, Le Libertaire a l'intention de donner à ses lecteurs une idée des positions constructives des anarchistes.
Nous publierons d'abord une suite d'études de G. Leval sur les divers aspects du rôle de l'Etat alternées avec des articles d'autres collaborateurs.

plus ou moins déterminée et non la nature universelle et abstraite de je ne sais quelle substance divine ou d'une pensée absolue : substance et pensée nécessairement extra-mondiales, suraériennes et illogiques, parce que si elles ne l'étaient pas, elles s'annihileraient dans la réalité et dans la logique naturelle des choses. »

Il y a donc, pour Bakounine comme pour tout homme sensé, des lois naturelles, c'est-à-dire des « règles inévitables »

par Gaston LEVAL

bles », comme dit le dictionnaire, imposées par le déterminisme cosmique et qui échappent à notre influence ; c'est-à-dire aussi dans le domaine humain, les impositions de la vie, — satisfaisant ses besoins et se livrer à toutes les activités nécessaires pour y parvenir — dans le domaine social, individuel et collectif, l'établissement d'un comportement volontaire, mais moralement, intellectuellement, sentimentalement et physiquement obligatoire qui devient une nécessité biologique — dont les premiers actes sont le travail et le respect de la personnalité d'autrui ; c'est-à-dire, enfin, une façon particulière de vivre, de s'organiser, de se conduire, qui se modifie selon que se modifient les goûts, les besoins et la morale des hommes.

Toutes ces lois sont « inhérentes à la nature des choses » en sont l'émancipation directe, l'expression, la synthèse ou la conséquence obligatoire. Elles

URGENT, C.C.P. Robert Joulin 5.561-76 Paris

sont ce que Bakounine appelle, en se plaçant au point de vue social humain, des lois naturelles, comme les normes qui régissent la vie d'une colonie de castors, de fourmis ou d'abeilles sont aussi des lois naturelles. Et tant que la société humaine vit, se développe, s'organise, produit, distribue, consomme, agit d'après ce que ses lois naturelles imposent ou suggèrent, elle se comporte d'une façon à peu près semblable, souvent absolument comparable à celle que réclament les libertaires.

Mais dès que les lois ne sont plus naturelles, c'est-à-dire l'expression des besoins et la simple orientation émanant de ces besoins et de la façon de les satisfaire, elles deviennent artificielles et fausses parce que, étant le résultat d'une organisation — dans ce cas l'Etat — qui se situe au-dessus de la société qu'il tend à modeler plus selon sa nature et ses besoins que selon la nature et les besoins de la société même.

Si nous cherchons à établir la différence pratique que ces deux conceptions opposées celle, libertaire, de la loi naturelle inhérente aux activités, aux individus et aux groupements humains, et celle, arbitraire, émanant d'organismes situés en dehors des activités, des individus et des groupements qu'elles gouvernent, nous n'avons qu'à opposer l'organisation fédéraliste libertaire et celle de l'Etat.

L'Etat, quel qu'il soit, impose sa juridiction et sa juridiction à TOUTE la société. Il ne connaît de limites que celles qu'il veut bien respecter. Il peut les supprimer quand il veut. Non seulement il fait la loi : il contrôle, sanctionne, admet, modifie, rejette les chartes, les règlements, les principes et normes d'organisation des collectivités (villages, communes, associations, etc.), tout ce qui est loi naturelle, pour imposer son autorité, sa volonté.

Par contre, l'organisation fédéraliste même centralisée, ou coordonnée de bas en haut, comme la réclamaient Bakounine et nos camarades de la première Internationale pour les activités embrassant des régions et des groupes de nations n'implique par cette immixtion tueuse d'autonomie et d'initiative. Il peut y avoir des normes générales issues d'un concert établi pour des tâches déterminées, sans que cela suppose que chaque collectivité de base dépende, ainsi que toutes les autres, d'un organisme central négateur de la liberté et la volonté créatrice.

Telle est, essentiellement, la différence entre l'organisation de la société par

ce est grande, car le gouvernement et l'Etat se chargent de tout falsifier, de tout adulterer.

D'abord, dans la société actuelle où tous luttent contre tous, la rivalité des intérêts économiques et politiques fausse l'application de tous les programmes et sacrifie l'intérêt général à celui des fractions des groupements et des coteries. Ensuite et surtout, le principe de la délégation est fausse parce que nous nous trouvons en présence d'une organisation politique, fille d'un pouvoir politique — gouvernement et parlement — qui agissent au moyen d'un organisme politico-administratif l'Etat. Et cette organisation, ce pouvoir, cet organisme constituent une excroissance multiforme qui fait partie de la société comme la plante parasitaire fait partie de l'arbre auquel elle est grappie. Et le malheur est qu'elle peut s'étendre d'une façon illimitée et faire la loi à l'arbre de vie qu'elle domine et qu'elle épouse en étendant la servir.

Nous sommes partisans de l'organisation naturelle, directe, et cela sur l'échelle petite ou grande que réclament les divers besoins sociaux. Nous n'ignorons pas que la complexité et la multiplication croissante de ces besoins, aidée par le développement des moyens de transport, rendent les hommes solitaires à l'échelle planétaire et que les problèmes économiques ne se présentent pas comme au moyen âge, ou seulement comme il y a cinquante ans. De plus en plus, l'organisation de la production, de la distribution, de la consommation, des transports, de l'hygiène, des services publics, des loisirs, débordé le cadre local et régional, devient un fait d'ordre national, international, mondial. De plus en plus elle implique une coopération, et par conséquent une organisation universelle.

Que l'on s'efforce, selon la conception que l'on a de la vie, d'échapper à cette organisation quand elle devient trop impersonnelle, et de se dédier à des activités où l'homme peut développer et cultiver le plus possible sa personnalité, c'est une question à laquelle nous ne pouvons nous arrêter, car elle n'entre pas dans le but de cette étude. L'important est que l'anarchisme socialiste ou communiste, ne repousse pas l'organisation « en soi », qui n'est pas la négation, mais l'affirmation d'une méthode et d'un principe de cohésion des activités, quelle qu'en soit l'échelle.

Le conseil directive d'une société sportive, d'une organisation culturelle, artistique ou scientifique, celle d'une coopérative, d'une fédération nationale de coopératives, celle de l'Alliance Coopérative internationale, qui compte aujourd'hui 145 millions d'adhérents et dont les activités matérielles sont colossales, constitue-t-elle un Etat ? Encore une fois non, car dans tous les cas, elle est une partie intégrante de l'organisation qu'elle dirige et dont elle ne sépare pas.

Enfin, la Commission directive ou administrative d'un syndicat, d'une fédération syndicale, nationale ou internationale, constitue-t-elle un Etat ou quelque chose de comparable à un Etat ? Non, car toutes les raisons que nous avons citées dans les cas précédents.

Certes, dans tous ces cas, les organismes de direction, d'administration ou de coordination ainsi nommés ne sont et ne seront jamais exempts de déviation autoritaire. Le goût de la domination est, lui aussi, inhérent à certaines natures humaines, et nous ne serons jamais assez en garde contre ses méfaits. Mais il s'agit, quand il apparaît dans ces circonstances, d'une déviation, et non de l'exercice normal d'un principe établi. Et il sera toujours nécessaire de réagir et d'éliminer ceux qui seraient tentés de vouloir agir autoritairement car ils n'ont à leur disposition ni la possibilité de faire des lois, ni celle de les imposer par un pouvoir supérieur par la police, la magistrature, l'armée, les camps de concentration ou la privation absolue de travail et de pain.

Le gouvernement, tête de l'Etat et l'Etat lui-même, sont tout autre chose. On peut nous dire qu'en régime démocratique et de suffrage universel les députés, les sénateurs, et par leur intermédiaire les ministres, sont choisis librement, sur la loi de programmes concrets auxquels adhèrent les électeurs ; que par conséquent, ils sont, eux aussi, les délégués de ceux qui les nomment ; que lorsqu'ils votent des lois, quand ils augmentent les impôts ou les budgets que devra payer la population laborieuse, ces députés-délégués, élus par suffrage universel, ne font que répondre à la volonté déclarée ou supposée de leurs mandants ; et qu'au fond le système parlementaire représentatif ne diffère pas tellement de ce système de délégation que nous proposons.

On peut, théoriquement, admettre cette ressemblance. En fait, la différence, dans tous ces cas, les organismes de direction, d'administration ou de coordination ainsi nommés ne sont et ne seront jamais exempts de déviation autoritaire. Le goût de la domination est, lui aussi, inhérent à certaines natures humaines, et nous ne serons jamais assez en garde contre ses méfaits. Mais il s'agit, quand il apparaît dans ces circonstances, d'une déviation, et non de l'exercice normal d'un principe établi. Et il sera toujours nécessaire de réagir et d'éliminer ceux qui seraient tentés de vouloir agir autoritairement car ils n'ont à leur disposition ni la possibilité de faire des lois, ni celle de les imposer par un pouvoir supérieur par la police, la magistrature, l'armée, les camps de concentration ou la privation absolue de travail et de pain.

Le gouvernement, tête de l'Etat et l'Etat lui-même, sont tout autre chose.

On peut nous dire qu'en régime dé-

ocratique et de suffrage universel les députés, les sénateurs, et par leur intermédiaire les ministres, sont choisis librement, sur la loi de programmes concrets auxquels adhèrent les électeurs ; que par conséquent, ils sont, eux aussi, les délégués de ceux qui les nomment ; que lorsqu'ils votent des lois, quand ils augmentent les impôts ou les budgets que devra payer la population laborieuse, ces députés-délégués, élus par suffrage universel, ne font que répondre à la volonté déclarée ou supposée de leurs mandants ; et qu'au fond le système parlementaire représentatif ne diffère pas tellement de ce système de délégation que nous proposons.

On peut, théoriquement, admettre cette ressemblance. En fait, la diffé-

tions des petites cellules économiques pour résister à l'enfumissement de l'autre, aux conditions qui rendent le capitalisme viable. Un Prisunic ne pourra pas se développer dans une ville de 10.000 habitants. Son chiffre d'affaires serait négligeable.

Ainsi, dans la Société, l'Etat, le capitalisme ne remplissent pas toutes

les cellules de la vie économique et politique. Lorsqu'ils s'éloignent des parties centrales, ils sont freinés et stoppés dans leur expansion par la résistance sociale qui font les souches sociales périphériques.

Il est évident que la coopération, quoique de principe et de but libéral, est ligotée par l'Etat, comme toute entreprise, dans une législation fiscale et limitative, mais le fait qu'elle se développe malgré cela, en faisant quelques concessions au milieu, mais sans aliéner sa raison morale et économique : personnaliser le profit et d'administrer avec le communalisme et la coopération en dissolvant l'Etat et ses organes nuisibles.

VARIETES DE COOPÉRATION

Il est évident que la coopération est envisagée selon les intérêts. Certains la présentent comme une entreprise auxiliaire qui ne saurait se suffire à elle-même, d'autres comme une association de producteurs, de détaillants, d'espaces, de possibles développements ultérieurs.

Son apparition est interdite dans

deux secteurs :

Le secteur représenté 1^{re} par l'économie familiale, artisanale, paysanne.

2^{re} Le secteur coopératif.

Cette interdiction n'est évidemment pas législative, mais tient d'une part aux capacités d'organisations

qui ne veut pas seulement être un instrument de défense des intérêts salariés, mais se pose aussi en instrument capable d'abolir le salariat, de supprimer l'exploitation capitaliste et d'administrer avec le communalisme et la coopération en dissolvant l'Etat et ses organes nuisibles.

Enfin certains observateurs estiment qu'elle a les moyens de transformer la structure économique et sociale. Il apparaît qu'elle soit capable d'atteindre cet objectif appuyé sur le syndicalisme et le communalisme. Nous disons en s'appuyant sur le syndicalisme afin que la lutte de classe soit sauvegardée, afin que le prolétariat ne soit pas détourné de son objectif final : la destruction du capitalisme.

Nous l'appuyons sur le communalisme pour que l'Etat soit exclu de l'administration sociale au bénéfice des communautés confédérées.

Dans la réalité, coopération, syndicalisme, communalisme sont confondues. Ils forment un tout que l'on disjoignit pour les besoins de l'analyse. Sans doute, ces trois forces sont bien faibles en face de l'immense force du néo-capitalisme moderne que l'Etat吸irent, mais elles représentent trois points d'appui à partir desquels l'action prolétarienne peut avoir un sens, grosse de ses espoirs d'émancipation. Ces trois roches balayées par une tempête d'égoïsme, de folie guerrière et de cruauté, laisseront peu à peu voir leurs formes puissantes englouties, à un moment où la stratégie prolétarienne doit être repensée et adaptée aux conditions techniques de cette deuxième moitié du XX^e siècle, éclairée par les leçons de deux guerres mondiales et trois « révolutions » totalitaires.

ZINOPoulos.

POUR LA PROPAGANDE

DEMANDEZ
LES PAPILLONS

« LE LIBERTAIRE »

Le seul Journal

Révolutionnaire

Le cent 30 fr. franco 45 fr.

Les 500 150 fr. franco 180 fr.

La F.A. vient d'établir une affiche triangulaire d'une excellente portée publicitaire ! Groupes, passez vos commandes !

par 60 affiches : franco 165 fr.

par 120 affiches : franco 310 fr.

par 180 affiches : franco 460 fr.

GEORGES.

Histoire des Borgias, 100 fr. (130 fr.) ; L'Eglise et la Sorcellerie, 45 fr. (75 fr.) ; Le Christ l'Épouvanté qui n'a jamais existé, 10 fr. (20 fr.) ; Petite histoire de la Libre Pensée en 1848, 25 fr. (35 fr.) ; Frédéric le Grand, 15 fr. (25 fr.) ; Louis Haye : Morale de l'Eglise ou Morale laïque, 400 fr. (445 fr.) ; M. Boll : Pourquoi y a-t-il encore des croyants, 15 fr. (25 fr.) ; Deur Spehl : La Crédit, 60 fr. (90 fr.) ; Lourdes et la suggestion, 60 fr. (90 fr.) ; Abbé Turmel : La Bible expliquée, 125 fr. (155 fr.) ; Le Suaire de Turin, 60 fr. (90 fr.) ; Les Religions, 125 fr. (155 fr.) ; J. Marestan : L'Impudicité religieuse, 100 fr. (130 fr.) ; Abbé J. Claraz : La Faillite des Religions, 125 fr. (155 fr.) ; L'Impuissance religieuse, 100 fr. (130 fr.) ; Le mariage des prêtres, 160 fr. (190 fr.) ; Cetremoy : Science, 15 fr. (25 fr.) ; Moutier-Roussel : Le Christ a-t-il existé, 75 fr. (105 fr.) ; A. Fica : La question juive, 20 fr. (30 fr.) ; Les signes : L'irreligion de la Science, 165 fr. (196 fr.) ; Abbé Rasi-

Histoire des Borgias, 100 fr. (130

SI TOUS LES CHEMINOTS...

Qui, si tous les cheminots qui lisent le Libertaire, chaque semaine, et approuvent ses positions; si tous les cheminots qui s'inspirent de nos articles sur la S.N.C.F. pour intervenir dans leurs syndicats respectifs, faisaient un petit effort, nous pourrions leur réservé une plus grande place, nous pourrions être assurés du lendemain.

Il ne suffit pas seulement de dire que nous avons raison, il faut participer à nos efforts. Ce n'est pas, ici, notre lutte que nous menons, mais la vôtre.

Nous avons des lecteurs communistes, socialistes, chrétiens, abondancistes, inorganisés. Cela fait bien du monde. Lampistes, commis, chauffeurs, vous avez reçu votre prime de fin d'année. La vie est dure, nous en savons quelque chose. Mais pas un de nous ne peut soutenir qu'il n'aurait pu distraire cinq cents francs pour notre Libertaire. S'il disparaissait, en seriez-vous contents? Ne seriez-vous pas, en définitive, les premiers atteints?

Que chaque cheminot lecteur du Lib, abonné ou au numéro, nous fasse parvenir 500 francs, et la haute maîtrise de la S.N.C.F. entendra encore quelques vérités.

Ne dites pas que le Lib n'a aucune influence: vous savez parfaitement qu'il est lu dans tous les milieux syndicaux. Il est sur la table de tous les directeurs. Il les inquiète, il les ennuie.

Cinq cents francs, c'est six paquets de tabac, ou quelques apéritifs dont on peut facilement se passer. 500 francs, ce n'est rien, mais, pour le Lib, c'est tout.

Vous êtes dégoûtés, vous en avez marre, vous êtes sollicités de tous côtés. Mais vous n'avez pas de meilleur instrument de bataille que le Lib. Il est au-dessus de la mêlée. Vos cinq cents francs lui permettront de s'y tenir.

Ne dites pas: « Oh! la barbe. » Même quand il est mal fichu, il est supérieur à votre quotidien. Il n'a pas toutes les qualités, bien sûr. Etes-vous certains qu'il a tous les défauts?

Il est à l'avant-garde de la lutte pour l'amélioration de votre condition.

Vous serez à l'avant-garde des donateurs.

Cheminots de Béziers, Toulouse, Bordeaux, Pertuis, Marseille, Brest, Morlaix, Amiens, Villeneuve, Boulogne, c'est à vous que je pense. Ne vous découragez pas. Nous n'avons pas déserté le combat. NOUS NE LE DESERTERONS PAS. Vous le verrez sous peu.

Pensez au Libertaire.

Ce n'est pas pour la gloire qu'il travaille: c'est pour gagner la bataille. Avec vous.

Fernand ROBERT.

Revue de la Presse syndicale

L'enfant terrible

Nous avons toujours eu, dans ces colonies, beaucoup d'indulgence pour les mots d'enfants. Et l'innocente naïveté de Rose Etienne de Force (?) ouvrière est désarmante. Lisez plutôt:

« Sans doute le préambule de la Constitution indique-t-il que le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent. Mais, encore faudrait-il savoir ce que le législateur a voulu dire par là. »

« Protéger les installations contre le sabotage ou l'incurie en cas de grève a toujours été le souci majeur des syndicats dignes de ce nom. »

« Et les abus commis dans ce domaine par des fanatiques ou des inconscients ne doivent pas permettre aux adversaires de la classe ouvrière de retrouver pratiquement aux travailleurs un droit qu'ils tiennent de la Constitution... »

« Est-ce à dire qu'il faille faire grève à tout bout de champ? Tout le monde sait que ce n'est pas à la C.G.T.-F.O. que l'on abuse de la grève ou qu'on lui assigne des objectifs de politique partisane... »

Et enfin parodiant le Populaire :

« Il y a d'autres moyens d'éviter les grèves nombreuses et fréquentes. C'est d'abord que le patronat et les pouvoirs publics comprennent qu'il vaut mieux céder à des revendications justifiées que d'attendre d'être contraints par la cessation du travail... »

Vous avez bien lu. Les abus de quelques fanatiques (sic), allant jusqu'à jeter à la mer une rampe de V2, dont chacun connaît l'utilisation pacifique, doivent être impitoyablement condamnés. Et par la morale et par le droit. Qui adviendrait-il en effet, si un quelconque militifore en salopette pouvait se permettre de briser de ses mains les canons colporteurs de la révolution bien française?

Harro sur l'inconscient!

Et puis, peut-on sénètement concevoir que les travailleurs puissent, à leur guise, lorsqu'ils en ont bien marre, déclencher une grève? Non et non! Pas de ça! Est-ce de l'enfantillage ou du gâchis? Qui-ga-qui, Rosette!

Marxisme et catéchisme

Le vieux crocodile de la C.G.T. partage dans la Vie ouvrière sa pâture avec le catholique Debray, « combattant » de la paix.

« Vous êtes catholique, avez-vous dit, Debray, le 5 mars dernier, à Balfal, où vous représentez les Combattants de la Paix et de la Liberté. »

« Tant mieux! Car vous avez démontré que nous autres, communistes, ne sommes pas seuls à penser juste, à dire la vérité et à exalter l'union dans le combat contre les forces du mal. »

Tiens! Et nous qui pensions que seuls les stalinistes détenaient la vérité infuse.

« ...Vous avez également déclaré, Debray, que l'U.R.S.S. ne menaçait personne, que le peuple soviétique et son gouvernement voulaient la paix. »

« J'ai toujours pensé qu'un bon catholique ne doit dire que la vérité; ce principe me fut appris jadis au catéchisme, il a toujours dicté notre lit.

Après avoir lu ce journal FAITES-LE CIRCULER!

Merci

gne de conduite à nous, communistes, et cette vérité vous l'avez dite.

« C'est alors que vous avez appellé l'union et à l'action contre la guerre et les provocateurs de guerre. »

« Cela faisait chaud au cœur de vous entendre. »

« Ainsi s'insinuent, par delà les différences de doctrine et de croissance, les hommes de cœur et de volonté pour le combat du pain, de la paix et de la liberté... »

Décidément Monmousseau est un prologue de la bataille et le R.P. Riquet un fameux dialecticien. Ce dernier ne disait-il pas, dans sa dernière conférence de Carême, que le marxisme s'apparente au catholicisme par de nombreux points communs? Le catéchisme par exemple n'a osé dire qu'il a toujours inspiré la ligne du P.C.F.

Toutefois, à la place du sieur Debray, nous verrions d'un mauvais œil cette main tendue. Car Monmousseau, il n'y a guère longtemps de cela, ne tenait-il pas un langage identique au Père Riquet avant de le vouer aux enfers trumanistes?

Syndicalisme et corporatisme

Dans la Nouvelle Tribune (fonctionnaires et retraités C.G.T.-F.O.), Suzy Chevet constate que l'ingérence des politi-

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

“ILS” ONT OBTENU LES 3.000 fr.

par René GUY

nous ne serions pas autrement étonnés de voir le patronat proposer lui-même une somme s'en approchant quelque peu, dans une période relativement rapprochée. Seulement, il y mettra des formes. Des formes qui pourraient bien être surmontées d'un képi étoilé.

Les anarchistes se doivent de rester sur la brèche, dans les syndicats.

Renforçons nos rangs, faisons des sympathisants, soyons présents partout: C'est encore à nous de jouer.

CHEZ RENAULT

La première leçon de la grève

UDI 20 mars rentrée totale chez Renault. La décision en fut prise par le Comité central de grève dans sa dernière réunion (elles ont été rares pendant ce mois de grève).

C'est TRENTRE MILLE francs qu'il faut actuellement, par mois. Personne ne peut le contester de bonne foi.

Un surplus, devant l'accroissement de la production dans tous les domaines,

constitue 30 pour cent environ de la classe ouvrière, rejoignent les cadres et s'opposent à la non-hierarchisation, sous des prétextes qui paraissent défendables mais qui, en réalité, dissimulent mal une redoutable mesquinerie. Cette position apporte de l'eau au moulin patronal. Nous voudrions pourtant savoir ce que deviennent P. 3 il n'avait pas un manœuvrage pour le servir. Se ferait-il manœuvre lui-même? Ou remarquera que le temps vient où, les jeunes considérant qu'il faut avoir un bon métier en mains pour vivre à peu près, tous les ouvriers seront hautement qualifiés. Lequel d'entre eux se décidera alors à pousser la brouette? Si nous avions la possibilité d'aller au fond du problème qui se pose dans quelques années, — déjà, il n'est pas rare de rencontrer des contremaîtres sans travail — nous verrions à quelles dangereuses contradictions la

URGENT
C.C.P. Joulin 5.561-76 Paris

classe ouvrière sera bientôt exposée, par le

gouvernement — cette voie de garage des mathématiciens — pour le calculer.

C'est TRENTRE MILLE francs qu'il faut actuellement, par mois. Personne ne peut le contester de bonne foi.

Un surplus, devant l'accroissement de la production dans tous les domaines,

n'a pas répondu à leurs espoirs: une grève générale, donc rapide, qu'il était très possible de faire qu'ils en disent les bonnes syndicaux.

Vu son départ, son déroulement déordonné, la solidarité qui se bornait à des paquets de lentilles, la fin lamentable de cette grève ne nous étonne en rien.

Les organisations syndicales ont leur grosse part de responsabilité dans le sabotage de ce mouvement, elles qui ne firent rien pour son extension rapide de ce que nous n'avons cessé d'exiger à chaque occasion possible (Comités de grève des départements et Comité central).

Notre camarade Gil par exemple a déclaré dès les premiers jours une résolution constructive pour l'extension rapide de la grève qui fut repoussée chaque fois après les arguments de Linet. Nous aurions cru que la présence de « révolutionnaires » du S.D.R. en ce Comité nous aurait été favorable mais hélas l'unité des sommets est une chose fragile. Que ne ferait-on pas pour la conserver! Ce qui prouve qu'une unité solide ne peut être que celle de la base.

L'attitude des dirigeants de Force Ouvrière, Decotigny en tête, fut particulièrement écorante par leur abandon de la lutte au dernier moment, eux qui bouffait du lard dès les premiers jours. Quant aux rares jaunes qui commencèrent le travail protégés par les « flics » c'est avec des actes et non des insultes que nous aurions dû agir pour leur faire comprendre.

La preuve étant faite une fois de plus que les grèves isolées nous mènent à la défaite, préparons-nous sérieusement pour la prochaine bataille qui doit être logiquement générale.

Pour ce ceci que chaque camarade conscient de cette nécessité commence à former dès maintenant des groupes organisés dans chaque atelier pour être en mesure de mener à bien l'organisation et la réussite de cette lutte du prolétariat contre la classe possédante et son support l'Etat.

GROUPE ANARCHISTE RENAULT.

A Hagondange

La population a fait cause commune avec les grévistes

A Hagondange, aux usines de la S.A.F.E. et de l'U.C.P.M.I., grève à 100% depuis jeudi 2 mars. Dans un large mouvement d'union, les syndicats C.G.T. et C.F.T.C. organisèrent immédiatement le déroulement des opérations: meetings, piquets de grève, comités de secours, etc...

Pour les piquets de grève, un fait remarquable: le dimanche soir 12 mars, des centaines d'ouvriers occupèrent les « portiers » de l'usine afin de refouler les C.R.S. dont on avait prévu l'arrivée. Les C.R.S. ne vinrent pas.

Pour le comité de secours :

Le Conseil municipal a voté un crédit de 2 millions pour l'aide aux grévistes. Une quête ouverte par les commerçants a totalisé 200.000 francs. Une autre quête organisée par les employés a totalisé 66.000 francs, dont une enveloppe anonyme de 5.000 francs. Un boucher vend la viande de bœuf 90 francs le kilo (quatre-vingt dix) aux familles de grévistes. Les coiffeurs de la ville coupent gratuitement les cheveux aux enfants de grévistes. La soupe populaire gratuite fonctionne pour tout le monde. De nombreux avantages en nature sont également accordés.

Aux aciéries de Rombas, la grève fut presque totale le vendredi 3 mars, interdisant toute production.

Le vendredi 10 mars, les piquets de grève furent chassés par les C.R.S. évacués à plusieurs centaines. Une manifestation dévouée à leur mère au « portier » central de l'usine fut empêchée et les manifestants chassés à coups de matraque par les C.R.S. dont la plus grande partie était d'âgés. Les ouvriers se séparèrent après que les G.R.S. eurent reçu les jolis qualificatifs de « bandits S.S., gestapistes, voyous, soudards, etc. »

Le soir, après une nouvelle manifestation à Amnéville, une masse évaluée à 1.500-2.000 personnes, parmi lesquelles on distinguait des femmes et des enfants, envahit l'usine, malgré les grenades lacrymogènes. Le choc fut très violent, mais les manifestants furent refoulés par l'arrivée de quelques centaines de C.R.S. de renfort, les cailloux et les bâtons ne pouvant résister aux grenades et aux matraques. On compte de nombreux blessés de part et d'autre et un cas très grave parmi les C.R.S. 49 arrestations ont été maintenues parmi les manifestants.

A la suite de sordides manœuvres de la direction, tracts, journaux, radio-Nancy, Radio-Luxembourg, mensonges, intimidation, violence même, le travail a repris dans une large mesure le lundi matin 13 mars.

Ouvriers de Rombas! Avez-vous abandonné la lutte, après en avoir été la tête?

Libertaires! vous fûtes à la pointe du combat, vous l'êtes encore et vous le sarez toujours!

P. S. — Après les manifestations d'Amnéville, il fut constaté qu'une jeune femme indépendante des incidents fut violemment brutalisée par les C.R.S. De nombreux cas de violence non motivée sont également signalés.

Le Groupe Anarchiste Hagondange-Rombas.

...Si l'on prend les pays capitales, on y voit s'exercer entre députés et électeurs des relations originales, je dirais même assez particulières. Tant que dure la campagne électorale, les députés flirtent avec leurs électeurs, sont aux petits soins pour eux, leur jouent fidélité, leur prodiguent une foule de promesses... Sitôt les élections terminées et les candidats devenus députés, les relations changent du tout au tout... Pendant quatre ou cinq ans, c'est-à-dire jusqu'aux nouvelles élections, le député se sent absolument libre et indépendant du peuple, de ses électeurs. Il peut passer d'un camp à l'autre, il peut dévier du droit chemin dans le mauvais; il peut même s'empêtrer dans des machinations pas tout à fait recommandables; il peut faire toutes les culbutes qu'il veut; il est indépendant...

STALINE (Moscou 11 déc. 1937).

Dédic aux camarades

THOREL, DUCLOS et CACHIN

et à leurs électeurs

...Si l'on prend les pays capitales, on y voit s'exercer entre députés et électeurs des relations originales, je dirais même assez particulières. Tant que dure la campagne électorale, les députés flirtent avec leurs électeurs, sont aux petits soins pour eux, leur jouent fidélité, leur prodiguent une foule de promesses... Sitôt les élections terminées et les candidats devenus députés, les relations changent du tout au tout... Pendant quatre ou cinq ans, c'est-à-dire jusqu'aux nouvelles élections, le député se sent absolument libre et indépendant du peuple, de ses électeurs. Il peut passer d'un camp à l'autre, il peut dévier du droit chemin dans le mauvais; il peut même s'empêtrer dans des machinations pas tout à fait recommandables; il peut faire toutes les culbutes qu'il veut; il est indépendant...

STALINE (Moscou 11 déc. 1937).

C. N. T.

UN GRAND MEETING DE PROTESTATION

LE JEUDI 6 AVRIL

A 20 H. 30

A LA MUTUALITÉ

LE SANG COULE EN ESPAGNE

Après tant d'autres victimes représentant toutes les nuances de l'opposition au régime: 27 antifascistes sont menacés de mort! Pour avoir voulu résister à la DICATATURE!

Un procès monstrueux se prépare pour décider l'exécution méthodique des forces les plus agissantes de la résistance à FRANCO.

</